Affaire McKinsey : des perquisitions menées au siège du parti Renaissance et dans les locaux du cabinet de conseil (MàJ)

14/12/2022 à 13h45



14/12/2022

Des perquisitions ont été menées par les gendarmes au siège du parti Renaissance et dans les locaux parisien du cabinet de conseil McKinsey dans le cadre de l'information judiciaire visant le recours au cabinet de conseil pendant la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron en 2017.

L'opération menée, mardi, sur comission rogatoire des juges d'instruction visait également l'association de financement du parti majoritaire, a appris BFMTV auprès du parquet national financier (PNF) confirmant les informations du *Parisien*.

(…) Deux informations judiciaires ont été ouvertes les 20 et 21 octobre derniers par le parquet national financier. La première information judiciaire est ouverte des chefs de "tenue non conforme de comptes de campagne" et "minoration d'éléments comptables dans un contexte de campagne". La seconde pour "favoritisme" et "recel de favoritisme".

(…) BFMTV

06/04/2022

Le parquet ouvre cette enquête dans la foulée du rapport du Sénat sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques.

Le parquet national financier (PNF) annonce avoir ouvert une enquête préliminaire, le jeudi 31 mars 2022, du chef de blanchiment aggravé de fraude fiscale, après avoir pris « connaissance du rapport du Sénat daté du 16 mars 2022 établi par la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques et avoir procédé à des vérifications d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF) », selon un communiqué. Cette enquête a été confiée au Service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF).

(…) Les sénateurs ont en outre saisi la justice pour « suspicion de faux témoignage » contre un dirigeant de McKinsey qui avait affirmé que son cabinet payait bien l'impôt sur les sociétés (IS) en France, alors que la commission d'enquête a relevé que les entités françaises de McKinsey n'avaient versé aucun IS depuis dix ans.

Le Parisien

05/04/2022

Le parquet national financier, créé pour des investigations fiscales de haut vol, « étudie » l'opportunité de lancer une enquête pour « blanchiment » visant le cabinet américain McKinsey qui ne paye pas d'impôt en France depuis dix ans.

Mais que fait le PNF ? Selon nos sources, le parquet national financier étudie l'éventualité d'une enquête préliminaire visant le cabinet de conseils McKinsey. Un sujet à hauts risques en pleine présidentielle puisque la société américaine, dont des cadres ont travaillé pour la campagne de 2017 du candidat Macron, a vu ses prestations exploser sous le quinquennat actuel… Le PNF, qui n'avait pas hésité à lancer une enquête sur François Fillon lors de la précédente campagne présidentielle, a-t-il désormais la main qui tremble à l'idée de déclencher un dossier susceptible de mettre en cause le sommet de l'État ?

Quoi qu'il en soit, la « réflexion » du PNF sur le cas McKinsey a débuté le 16 mars dernier avec la publication du rapport du Sénat. Le cas de figure juridique sur lequel semble butter le parquet national financier est pourtant simple et rebattu. « *En matière fiscale, le parquet est bloqué par le verrou de Bercy, puisque seul le fisc peut engager les poursuites pour fraude fiscale. Mais le PNF peut toujours lancer une enquête pour blanchiment de fraude fiscale* », décode un magistrat spécialisé.

(…) Marianne

03/04/2022

> *Affaire McKinsey : Emmanuel Macron ment selon #vraioufake #McKinseyMacronGate #McKinseyGate #MacronArena pic.twitter.com/Riksh00027*
>
> *— Alex (@AlexLeroy90) April 2, 2022*

31/03/2022 : #McKinseyGate : « On vendait des fortunes des trucs effarants de nullité », avoue un ancien consultant de McKinsey (MàJ)

> *«On vendait des fortunes des trucs effarants de nullité», avoue un ancien consultant de McKinsey.*
> *Révélations sur les méthode du cabinet de conseil. (v/ @SarahBrethes et @AnttonRouget) https://t.co/LtXtHJLiMW pic.twitter.com/6PfmHiPOgB*
>
> *— David Perrotin (@davidperrotin) March 31, 2022*

30/03/2022

McKinsey : l'incroyable myopie du fisc français

Les contorsions comptables du cabinet n'ont pas alerté Bercy.

LE CABINET de conseil américain McKinsey, c'est 600 salariés, plus de 300 millions de chiffre d'affaires en France… et pas un sou d'impôt payé depuis dix ans ! Si la commission d'enquête sénatoriale sur les cabinets de conseil a dénoncé cet *« exemple caricatural d'optimisation fiscale »*, elle s'est moins interrogée sur la myopie du fisc à l'égard d'une société soupçonnée, de surcroît, d'avoir œuvré pour la campagne de Macron en 2017.

C'est d'ailleurs l'enquête de la commission qui a incité Bercy à déclencher, en décembre, un contrôle fiscal, encore en cours. McKinsey France verse en effet la totalité de ses bénéfices sur un compte ouvert dans un paradis financier et se trouve perpétuellement en déficit. Personne ne s'en était ému jusqu'ici…

L'air du Delaware

Or ces déficits à répétition s'expliquent par les redevances très élevées que McKinsey France verse à sa maison mère, aux Etats-Unis. Ces paiements, qu'en jargon fiscal on appelle « prix de transfert », sont censés rémunérer les services que cette dernière rend à ses filiales : utilisation de la marque, assistance, frais d'administration, etc. Bilan : les bénéfices réalisés en France sont siphonnés et resurgissent dans la maison mère américaine, au Delaware. Au sein de cet éden financier, où l'on compte plus de sociétés que d'habitants (1 million), les bénéfices obtenus à l'étranger sont taxés au prix forfaitaire et imbattable de 250 dollars. Les agents des Impôts auraient dû sauter au plafond. Pourtant, a assuré McKinsey au « Canard », *« le cabinet a toujours répondu aux demandes d'informations du fisc. »*. D'autant plus quand il n'y en avait pas…

Vilaines menteries ?

Le régime des prix de transfert est, en principe, strictement contrôlé par la Direction générale des finances publiques (DGFiP), qui conseille aux sociétés se livrant à cet exercice de recueillir son accord préalable. A défaut, elles doivent présenter chaque année un document de synthèse de quatre pages expliquant comment elles établissent leurs calculs. *« Quand les sommes deviennent importantes, l'administration exige des rapports très détaillés qui peuvent atteindre un millier de pages »*, explique un ancien agent du fisc. Rien de tel pour McKinsey, dont les déficits perpétuels pouvaient laisser soupçonner une fraude.

Plus curieux encore : le Delaware est considéré – par l'OCDE et l'article 238-A de notre Code des impôts – comme disposant d'un *« régime fiscal privilégié »*, propre à focaliser l'attention française. A ce titre, toute société y transférant de l'argent doit prouver que sa transaction n'est ni anormale ni exagérée ; à défaut, elle est passible d'une retenue à la source en France de 33 %. Interrogée sur son absence de curiosité vis-à-vis du cabinet américain, la DGFiP s'est retranchée dernière… le secret fiscal. Karim Tadjeddine, directeur associé de McKinsey France, a pour sa part affirmé sous serment devant la commission que sa société avait versé *« 422 millions d'impôts et de cotisations sociales en dix ans »*. Des propos en contradiction avec les conclusions de la commission d'enquête qui s'est documentée à Bercy ! Conséquence : Arnaud Bazin, le président (LR) de la commission, a saisi, le 24 mars, la procureure de Paris pour faux témoignage.

L'inertie du fisc s'expliquerait-elle par des complaisances envers la Macronie ? Dans leur livre « Les Infiltrés », alimenté en partie par les « Macron-Leaks » – des courriels internes d'En marche ! piratés –, Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre indiquent qu'une quinzaine de conseillers de McKinsey ont participé – à titre personnel et bénévole – à la campagne de Macron. Parmi eux, Karim Tadjeddine, un proche du Président. Pas question pour autant de soupçonner des *« combines »*, a affirmé Macron le 27 mars sur France 3. *« Si McKinsey a fraudé, il sera poursuivi. »*

Compris, Bercy ?

Hervé Martin

Cliquez sur l'image pour l'agrandir

29/03/2022

.@MaeldeCalan consulant chez #McKinsey qui tire les ficelles de la pol vaccinale en France .
Il était porte parole de Juppé en 2016, proche d'@EPhilippe_LH , membre des #lr macronistes et tjrs pdt du Finistère . #MacronMcKinsey pic.twitter.com/589pD9rndF

— Sebastien Pilard (@spilard) March 29, 2022

« Le scandale McKinsey est une affaire d'État ! C'est le sommet de l'iceberg et le sommet est énorme ! »

Les journalistes @CaroMichel2 et @matthieuaron évoquent l'affaire McKinsey sur le plateau de #Quotidien pic.twitter.com/shmL29Hodt

— Quotidien (@Qofficiel) March 29, 2022

"Ça ne le gêne pas Monsieur Macron de donner ses informations secrètes aux Américains." @ZemmourEric sur #Europe1 #ZemmourEurope1 pic.twitter.com/PZrXHQcQfT

— Europe 1 □□□ (@Europe1) March 29, 2022

#McKinsey : Qu'ont découvert les sénateurs ? "Depuis 2018 le recours aux cabinets de conseil a doublé et atteint 1 milliard d'euros en 2021. Ils se font payer pour en gros faire le boulot des hauts fonctionnaires et souvent pour des missions stratégiques". @JeudyBruno#Politique pic.twitter.com/rty7vDHoMv

— C dans l'air (@Cdanslair) March 29, 2022

27/03/2022

Fébrilité made in #McKinsey#McKinseyGate #McKinseyMacronGate pic.twitter.com/1OMPn6RTyC

— Olga Sorel (@Olga04112912) March 27, 2022

Dans Le Monde, on apprend que le programme de Macron a été écrit "gratuitement" par 20 salariés de Mac Kinsey !
Macron c'est Mac Kinseyhttps://t.co/pFPKnmquGl#Mackinseygate pic.twitter.com/7JOYigEQVl

— Philippe Murer □□ (@PhilippeMurer) March 24, 2022

Il y a quand même certaines compensations.
Macron nomme comme nouveau patron de polytechnique, l'intello en chef de Mac Kinsey Eric Labaye.
Sa nomination passe mal#Mac Kinsey Gate pic.twitter.com/wx5exJ7nGi

— Philippe Murer □□ (@PhilippeMurer) March 24, 2022

Mac Kinsey s'occupe de tout, même des sujets régaliens.
De la politique d'immigration à l'armée française !
*Incroyable#Mackinseygate **
Source https://t.co/MA5GMMMtK2 pic.twitter.com/WvV2u9PE81

— Philippe Murer □□ (@PhilippeMurer) March 24, 2022

> *Lorsque Macron reçoit les 50 grands patrons de la tech à l'Elysée, ce n'est pas l'Etat qui organise le sommet,*
> *C'est Mac Kinsey !*
> *Source https://t.co/MA5GMMMtK2#Mackinseygate pic.twitter.com/T6HCMNjQyn*
>
> *— Philippe Murer (@PhilippeMurer) March 24, 2022*

22/03/2022

Matthieu Aron, auteur d'une enquête sur l'influence des cabinets de conseil, explique comment McKinsey a pris le contrôle de l'État grâce à Emmanuel Macron, sa proximité avec le responsable du groupe en France et sa vision du monde en PowerPoint et en « process ».

Marianne : Pourquoi le cabinet de conseil McKinsey est-il accusé par une commission d'enquête du Sénat de ne pas payer ses impôts en France ?

Matthieu Aron : Le Sénat a mis au jour un système d'optimisation fiscale mis en place par McKinsey France. Un montage fiscal de frais facturés via la maison mère de McKinsey dans le Delaware, aux États-Unis. Ce mécanisme est légal, mais le problème est que le groupe ne paye pas d'impôts en France, tandis que son chiffre d'affaires a atteint les 330 millions d'euros. « *Le cabinet McKinsey est bien assujetti à l'impôt sur les sociétés en France mais ses versements s'établissent à zéro euro depuis au moins 10 ans* », dénoncent les sénateurs. C'est pour cette raison qu'ils ont saisi les enquêteurs de Bercy.

> *« La personne responsable au sein de McKinsey de contracter*

> *les marchés avec l'administration française est un proche d'Emmanuel Macron. »*

Mais on retrouve plus globalement ce cabinet de conseil dans de nombreux secteurs : économie, défense, santé, éducation. Un marché qui dépasse les 18 millions d'euros a notamment été passé avec Bercy en 2021 pour identifier des coupes budgétaires de l'État français. Et le même Bercy ne s'est pas rendu compte, à ce moment-là, que McKinsey ne payait pas ses impôts, c'est tout de même extraordinaire… Dans l'éducation, les sénateurs ont mis au jour un contrat de plus de 500 000 euros pour lequel McKinsey était chargé réfléchir au « métier d'enseignant de demain ». Or en quoi un consultant de McKinsey a-t-il plus de compétences qu'un inspecteur d'académie ou un chercheur pour penser « l'enseignement de demain » ?

(…)

« *Emmanuel Macron ? C'est l'idole des consultants ! Tout simplement parce qu'il est comme eux. Au ministère de l'Économie, il les fait déjà rêver. Il s'habille comme eux, il pense comme eux, il connaît leurs codes, les fondements de leurs métiers…* » Alain Minc nous a livré ce diagnostic en octobre 2021, lorsque nous l'avons interrogé sur le rapport singulier du chef de l'État avec les « infiltrés ». Il faut revenir au logiciel d'Emmanuel Macron en 2017 pour comprendre. Il conçoit le monde comme les consultants, avec une approche très pragmatique, qui ne se veut pas idéologique, même si elle l'est aussi. Une manière de concevoir le monde par des « process », une approche stylistique qui ressemble un peu à une approche PowerPoint.

(…) Marianne

21/03/2022

> *«Cabinet de conseil McKinsey, le scandale» : l'édito de @PascalPraud dans #HDPros pic.twitter.com/FSTnuhlA3k*
>
> *— CNEWS (@CNEWS) March 21, 2022*

> *Le rapport accablant sur les cabinets de conseil au cœur des services de l'État — @croissandeau pic.twitter.com/b5M4lN8QhE*
>
> *— BFMTV (@BFMTV) March 21, 2022*

> *Le cabinet McKinsey qui conseille le gouvernement est dans la tourmente après un rapport accablant du Sénat.*
>
> *Tout savoir sur ce dossier qui fait tache pour Emmanuel Macron à quelques semaines de l'élection présidentielle ► https://t.co/kTGHcvH7F8 pic.twitter.com/PPKCSoYLBL*
>
> *— RMC (@RMCInfo) March 18, 2022*

17/03/2022

Le géant américain, qui mène régulièrement des missions de conseil pour l'Elysée et le gouvernement, n'a payé aucun impôt sur les sociétés en dix ans. L'un de ses dirigeants avait affirmé l'inverse en janvier devant une commission d'enquête du Sénat. Dans leur rapport publié jeudi, les sénateurs évoquent un « exemple caricatural d'optimisation fiscale ».

McKinsey avait fait l'objet, début 2021, d'une vive polémique quand l'implication de ses consultants dans la gestion de la

pandémie de Covid-19 a éclaté au grand jour. Un an plus tard, le prestigieux cabinet de conseil américain est de nouveau dans la tourmente, cette fois pour des accusations d'optimisation fiscale agressive. *« La Firme »*, comme elle est surnommée, n'a payé aucun impôt sur les sociétés en France depuis dix ans, selon le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les cabinets de conseil, rendu public jeudi 17 mars, et dont *Le Monde* a pris connaissance.

> *Faux témoignage : "L'un de ses directeurs de @McKinsey a affirmé sous serment que McKinsey payait l'impôt sur les sociétés en France, or McKinsey n'a pas payé l'impôt sur les sociétés en France depuis 10 ans. Le procureur de la République va être saisi." @ElianeAssassi pic.twitter.com/JMXUdQ67AS*
>
> *— Public Sénat (@publicsenat) March 17, 2022*

Cette révélation est d'autant plus embarrassante, à l'aune de la déclaration faite par l'un de ses dirigeants lors de son audition par les sénateurs, le 18 janvier : *« Je le dis très nettement : nous payons l'impôt sur les sociétés en France »*, a témoigné, sous serment, Karim Tadjeddine, le responsable du pôle secteur public de McKinsey. Une affirmation en contradiction avec les informations obtenues par la commission d'enquête auprès de l'administration fiscale, qui a conduit les sénateurs à saisir le procureur sur cas de M. Tadjeddine. Le faux témoignage devant une commission d'enquête est passible de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

(…) Le Monde

En lien :

Emmanuel Macron : « où sont passés les millions » gagnés chez Rothschild ?

Emmanuel Macron avait promis la “République exemplaire”. Mais une quinzaine de ses ministres ou de membres de son cabinet ont été mêlés à des procédures judiciaires lors de son mandat

“Sur l’immigration clandestine, nous n’avons aucune leçon à recevoir”, a déclaré Emmanuel Macron (Rappel : seulement 10% des OQTF sont exécutées, près d’1 million de clandestins sont aujourd’hui en France)